

22 (1955) No. 1

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1955 No. 153

A. TITEL

*Verdrag nopens de rechtspositie van de Westeuropese Unie, van de nationale vertegenwoordigers bij haar organen en van haar internationale staf;
Londen, 11 mei 1955*

B. TEKST**Convention sur le Statut de l'Union de l'Europe occidentale,
des représentants nationaux et du personnel international**

Les Etats signataires de la présente Convention,

Considérant qu'il est nécessaire que l'Union de l'Europe occidentale, son personnel international et les représentants des Etats membres assistant à ses réunions, bénéficient d'un Statut propre à faciliter l'exercice de leurs fonctions et leur mission,

Sont convenus de ce qui suit:

TITRE I — GENERALITES**Article 1er**

Dans la présente Convention,

- (a) „L'Organisation” désigne l'Union de l'Europe occidentale comprenant le Conseil, ses organismes subsidiaires et l'Assemblée;
- (b) „Le Conseil” signifie le Conseil prévu à l'article VIII (ancien article VII) du Traité de Bruxelles amendé et complété par les Protocoles signés à Paris le 23 octobre 1954;
- (c) „Les organismes subsidiaires” désignent tout autre organisme, comité ou service créé par le Conseil ou placé sous son autorité;
- (d) „L'Assemblée” désigne l'assemblée prévue à l'article IX du Traité de Bruxelles amendé et complété par les Protocoles signés à Paris le 23 octobre 1954.

Article 2

L'Organisation et les Etats membres collaborent en tout temps en vue de faciliter la bonne administration de la justice, d'assurer l'observation des règlements de police et d'éviter tout abus auquel pourraient donner lieu les privilèges et immunités définis par la présente Convention. Si un Etat membre estime qu'une immunité ou un privilège conféré par la Convention a donné lieu à un abus, l'Organisation et cet Etat, ou les Etats intéressés, se concertent en vue de déterminer s'il y a eu effectivement abus, et, dans l'affirmative, de prendre les mesures nécessaires pour en éviter le renouvellement. Nonobstant ce qui précède ou toute autre disposition de la présente Convention, tout Etat membre qui estime qu'une personne a abusé de son privilège de résidence ou de tout autre privilège ou immunité à elle conféré par la présente Convention, peut exiger que cette personne quitte son territoire.

**Agreement on the Status of Western European Union,
National Representatives and International Staff**

The States signatory to the present Agreement,

Considering that Western European Union, its international staff and the representatives of Member States attending meetings thereof should have a status appropriate to the exercise of their functions and the fulfilment of their purposes,

Have agreed as follows:

PART I — GENERAL

Article 1

In the present Agreement,

- (a) "the Organisation" means Western European Union comprising the Council, its subsidiary bodies and the Assembly;
- (b) "the Council" means the Council established under Article VIII (formerly Article VII) of the Brussels Treaty as modified and completed by the Protocols signed in Paris on 23rd October, 1954;
- (c) "subsidiary bodies" means any organ, committee or service established by the Council or placed under its authority;
- (d) "the Assembly" means the Assembly established under Article IX of the Brussels Treaty as modified and completed by the Protocols signed in Paris on 23rd October, 1954.

Article 2

The Organisation and Member States shall cooperate at all times to facilitate the proper administration of justice, secure the observance of police regulations and prevent the occurrence of any abuse in connexion with the immunities and privileges set out in the present Agreement. If any Member State considers that there has been an abuse of any immunity or privilege conferred by this Agreement, consultations shall be held between the Organisation and the State or States concerned, to determine whether any such abuse has occurred and, if so, to attempt to ensure that no repetition occurs. Notwithstanding the foregoing or any other provisions of this Agreement, a Member State which considers that any person has abused his privilege of residence or any other privilege or immunity granted to him under this Agreement may require him to leave its territory.

TITRE II — L'ORGANISATION

Article 3

L'Organisation possède la personnalité juridique; elle a la capacité de contracter, d'acquérir et d'aliéner des biens mobiliers et immobiliers ainsi que d'ester en justice.

Article 4

L'Organisation, ses biens et avoirs, quels que soient leur siège et leur détenteur, jouissent de l'immunité de juridiction, sauf dans la mesure où le Secrétaire général agissant au nom de l'Organisation, y a expressément renoncé dans un cas particulier. Il est toutefois entendu que la renonciation ne peut s'étendre à des mesures de contrainte et d'exécution.

Article 5

Les locaux de l'Organisation sont inviolables. Ses biens et avoirs, où qu'ils se trouvent, et quel que soit leur détenteur, sont exempts de perquisition, réquisition, confiscation, expropriation ou de toute autre forme de contrainte.

Article 6

Les archives de l'Organisation et, d'une manière générale, tous les documents lui appartenant ou détenus par elle, sont inviolables, où qu'ils se trouvent.

Article 7

1. Sans être astreinte à aucun contrôle, réglementation ou moratoire financiers:

- (a) l'Organisation peut détenir des devises quelconques et avoir des comptes en n'importe quelle monnaie;
- (b) l'Organisation peut transférer librement ses fonds, d'un pays dans un autre ou à l'intérieur d'un pays quelconque, et peut convertir toutes devises détenues par elle en toute autre monnaie, au cours officiel de change le plus favorable à la vente ou à l'achat suivant le cas.

2. Dans l'exercice des droits prévus au paragraphe 1er ci-dessus, l'Organisation tient compte de toutes représentations d'un Etat membre et y donne suite dans la mesure du possible.

Article 8

L'Organisation, ses avoirs, revenus et autres biens sont:

- (a) exonérés de tout impôt direct; toutefois, l'Organisation ne demandera pas l'exonération d'impôts qui ne constituent que la simple rémunération de services d'utilité publique;

PART II — THE ORGANISATION

Article 3

The Organisation shall possess juridical personality; it shall have the capacity to conclude contracts, to acquire and dispose of movable and immovable property and to institute legal proceedings.

Article 4

The Organisation, its property and assets, wheresoever located and by whomsoever held, shall enjoy immunity from every form of legal process except in so far as in any particular case the Secretary-General, acting on behalf of the Organisation, may expressly authorise the waiver of this immunity. It is, however, understood that no waiver of immunity shall extend to any measure of execution or detention of property.

Article 5

The premises of the Organisation shall be inviolable. Its property and assets, wheresoever located and by whomsoever held, shall be immune from search, requisition, confiscation, expropriation or any other form of interference.

Article 6

The Archives of the Organisation and all documents belonging to it or held by it shall be inviolable, wherever located.

Article 7

1. Without being restricted by financial controls, regulations or moratoria of any kind,

- (a) the Organisation may hold currency of any kind and operate accounts in any currency;
- (b) the Organisation may freely transfer its fund from one country to another or within any country and convert any currency held by it into any other currency at the most favourable official rate of exchange for a sale or purchase as the case may be.

2. In exercising its rights under paragraph 1 above, the Organisation shall pay due regard to any representations made by any Member State, and shall give effect to such representations in so far as it is practicable to do so.

Article 8

The Organisation, its assets, income and other property shall be exempt:

- (a) from all direct taxes; the Organisation will not, however, claim exemption from rates, taxes or dues which are no more than charges for public utility services;

- (b) exonérés de tous droits de douane et restrictions quantitatives à l'importation et à l'exportation sur les marchandises importées ou exportées par elle pour son usage officiel; les articles ainsi importés en franchise ne seront pas cédés à titre onéreux ou gratuit sur le territoire du pays dans lequel ils auront été introduits, à moins que ce ne soit à des conditions approuvées par le Gouvernement de ce pays;
- (c) exonérés de tous droits de douane et de toutes restrictions quantitatives à l'importation et à l'exportation en ce qui concerne ses publications.

Article 9

Bien que l'Organisation ne revendique pas, en principe, l'exonération des droits de régie et des taxes à la vente entrant dans les prix des biens mobiliers ou immobiliers, cependant, quand elle effectue pour son usage officiel des achats importants dont le prix comprend des droits et taxes de cette nature, les Etats membres prendront, chaque fois qu'il leur sera possible, les dispositions administratives appropriées en vue de la remise ou du remboursement du montant de ces droits et taxes.

Article 10

1. La correspondance officielle et les autres communications officielles de l'Organisation ne peuvent être censurées.
2. L'Organisation a le droit d'utiliser des codes, d'expédier et de recevoir de la correspondance par courriers spéciaux ou par valises sous scellés, qui jouissent des mêmes immunités et privilèges que les courriers et valises diplomatiques.
3. Les dispositions du présent article n'empêchent pas un Etat membre et le Conseil, agissant au nom de l'Organisation, d'adopter de commun accord des mesures de sécurité appropriées.

TITRE III — REPRESENTANTS PERMANENTS AUPRES DE L'ORGANISATION

Article 11

Toute personne désignée par un Etat membre comme son représentant principal permanent auprès de l'Organisation sur le territoire d'un autre Etat membre, ainsi que les personnes qui font partie de son personnel officiel résidant sur ce territoire et ayant fait l'objet d'un accord entre l'Etat dont elles relèvent et le Secrétaire général de l'Organisation et entre le Secrétaire général et l'Etat où elles résideront, bénéficient des immunités et privilèges accordés aux représentants diplomatiques et à leur personnel officiel de rang comparable.

- (b) from all customs duties and quantitative restrictions on imports and exports in respect of articles imported or exported by the Organisation for its official use; articles imported under such exemption shall not be disposed of, by way either of sale or gift, in the country into which they are imported except under conditions approved by the Government of that country;
- (c) from all customs duties and quantitative restrictions on imports and exports in respect of its publications.

Article 9

While the Organisation will not as a general rule claim exemption from excise duties and from taxes on the sale of movable and immovable property which form part of the price to be paid, nevertheless, when the Organisation is making important purchases for official use of property on which such duties and taxes have been charged or are chargeable, Member States will whenever possible make the appropriate administrative arrangements for the remission or return of the amount of duty or tax.

Article 10

1. No censorship shall be applied to the official correspondence and other official communications of the Organisation.
2. The Organisation shall have the right to use codes, and to despatch and receive correspondence by courier or in sealed bags, which shall have the same immunities and privileges as diplomatic couriers and bags.
3. Nothing in this Article shall be construed to preclude the adoption of appropriate security precautions to be determined by agreement between a Member State and the Council acting on behalf of the Organisation.

PART III — PERMANENT REPRESENTATIVES TO THE ORGANISATION

Article 11

Every person designated by a Member State as its principal permanent representative to the Organisation in the territory of another Member State, and such members of his official staff resident in that territory as may be agreed between the State which has designated them and the Secretary-General of the Organisation and between the Secretary-General and the State in which they will be resident, shall enjoy the immunities and privileges accorded to diplomatic representatives and their official staff of comparable rank.

TITRE IV — REPRESENTANTS AU CONSEIL
ET A SES ORGANISMES SUBSIDIAIRES

Article 12

1. Tout représentant d'un Etat membre auprès du Conseil ou de l'un de ses organismes subsidiaires, non visé par l'article 11, jouit, pendant sa présence sur le territoire d'un autre Etat membre, pour l'exercice de ses fonctions, des privilèges et immunités suivants:

- (a) la même immunité d'arrestation ou de détention que celle qui est accordée aux agents diplomatiques de rang comparable;
- (b) l'immunité de juridiction en ce qui concerne les actes accomplis par lui dans sa qualité officielle (y compris ses paroles et écrits);
- (c) l'inviolabilité de tous papiers et documents;
- (d) le droit de faire usage de codes, de recevoir et d'envoyer des documents ou de la correspondance par courrier ou par valises sous scellés;
- (e) la même exemption, pour lui-même et pour son conjoint, à l'égard de toutes mesures restrictives relatives à l'immigration, de toutes formalités d'enregistrement des étrangers et de toutes obligations de service national, que celle qui est accordée aux agents diplomatiques de rang comparable;
- (f) les mêmes facilités, en ce qui concerne les réglementations monétaires ou de change, que celles qui sont accordées aux agents diplomatiques de rang comparable;
- (g) les mêmes immunités et facilités en ce qui concerne ses bagages personnels que celles qui sont accordées aux agents diplomatiques de rang comparable;
- (h) le droit d'importer en franchise son mobilier et ses effets à l'occasion de sa première prise de fonctions dans le pays intéressé et le droit, à la cessation de ses fonctions dans ledit pays, de réexporter en franchise ce mobilier et ces effets, sous réserve, dans l'un et l'autre cas, des conditions jugées nécessaires par le Gouvernement du pays où le droit est exercé;
- (i) le droit d'importer temporairement en franchise son automobile privée affectée à son usage personnel, et ensuite, de réexporter cette automobile en franchise, sous réserve, dans l'un et l'autre cas, des conditions jugées nécessaires par le Gouvernement du pays intéressé.

2. Lorsque l'assujettissement à un impôt quelconque dépend de la résidence, la période au cours de laquelle le représentant visé par le présent article se trouve, pour l'exercice de ses fonctions, sur le

PART IV — REPRESENTATIVES TO THE COUNCIL
AND ITS SUBSIDIARY BODIES

Article 12

1. Any representative of a Member State to the Council or any of its subsidiary bodies who is not covered by Article 11 shall, while present in the territory of another Member State for the discharge of his duties, enjoy the following privileges and immunities:

- (a) the same immunity from personal arrest or detention as that accorded to diplomatic personnel of comparable rank;
- (b) in respect of words spoken or written and of acts done by him in his official capacity, immunity from legal process;
- (c) inviolability for all papers and documents;
- (d) the right to use codes and to receive and send papers or correspondence by courier or in sealed bags;
- (e) the same exemption in respect of himself and his spouse from immigration restrictions, aliens' registration and national service obligations as that accorded to diplomatic personnel of comparable rank;
- (f) the same facilities in respect of currency or exchange restrictions as are accorded to diplomatic personnel of comparable rank;
- (g) the same immunities and facilities in respect of his personal baggage as are accorded to diplomatic personnel of comparable rank;
- (h) the right to import free of duty his furniture and effects at the time of first arrival, to take up his post in the country in question and, on the termination of his functions in that country, to re-export such furniture and effects free of duty, subject in either case to such conditions as the Government of the country in which the right is being exercised may deem necessary;
- (i) the right to import temporarily free of duty his private motor vehicle for his own personal use and subsequently to re-export such vehicle free of duty, subject in either case to such conditions as the Government of the country concerned may deem necessary.

2. Where the legal incidence of any form of taxation depends upon residence, a period during which a representative to whom this Article applies is present in the territory of another Member State for

territoire d'un autre Etat membre, ne sera pas considérée comme période de résidence. En particulier, ses appointements officiels et ses émoluments seront exemptés par l'Etat de séjour d'impôts au cours de cette période.

3. Pour l'application du présent article, le terme „représentants” comprend tous les représentants, conseillers et experts techniques des délégations. Chaque Etat membre communiquera aux autres Etats membres intéressés, si ceux-ci le demandent, les noms de leurs représentants à qui s'applique le présent article, ainsi que la durée probable de leur séjour dans le territoire desdits Etats membres.

Article 13

Le personnel officiel de secrétariat qui accompagne le représentant d'un Etat membre et qui n'est pas visé aux articles 11 ou 12 bénéficie au cours de son séjour sur le territoire d'un autre Etat membre, pour l'exercice de ses fonctions, des privilèges et immunités prévus au paragraphe 1 (*b*), (*c*), (*e*), (*f*), (*h*) et (*i*) et au paragraphe 2 de l'article 12.

Article 14

Ces privilèges et immunités sont accordés aux représentants des Etats membres et à leur personnel, non à leur propre avantage, mais en vue d'assurer, en toute indépendance, l'exercice de leurs fonctions en rapport avec l'Union de l'Europe occidentale. Par conséquent, un Etat membre a non seulement le droit mais le devoir de lever l'immunité de ses représentants et des membres de leur personnel dans tous les cas où, à son avis, l'immunité empêcherait que justice soit faite et où elle peut être levée sans porter préjudice aux fins pour lesquelles elle est accordée.

Article 15

Les dispositions des articles 11 à 13 ci-dessus ne peuvent obliger un Etat à accorder l'un quelconque des privilèges et immunités prévus par ces articles, à un de ses ressortissants, ou à un de ses représentants, non plus qu'à un membre du personnel officiel de ce dernier.

TITRE V — REPRESENTANTS A L'ASSEMBLEE

Article 16

Aucune restriction d'ordre administratif ou autre n'est apportée au libre déplacement des représentants à l'Assemblée et de leurs suppléants se rendant au lieu de réunion de l'Assemblée ou en revenant.

Les représentants et leurs suppléants se voient accorder en matière de douane et de contrôle des changes:

the discharge of his duties shall not be considered as a period of residence. In particular, he shall be exempt from taxation by that Member State on his official salary and emoluments during such periods of duty.

3. In this Article "representative" shall be deemed to include all representatives, advisers and technical experts of delegations. Each Member State shall communicate to the other Member States concerned, if they so request, the names of its representatives to whom this Article applies and the probable duration of their stay in the territories of such other Member States.

Article 13

Official clerical staff accompanying a representative of a Member State who are not covered by Articles 11 or 12 shall, while present in the territory of another Member State for the discharge of their duties, be accorded the privileges and immunities set out in paragraph 1 (*b*), (*c*), (*e*), (*f*), (*h*) and (*i*) and paragraph 2 of Article 12.

Article 14

Privileges and immunities are accorded to the representatives of Member States and their staffs not for the personal benefit of the individuals themselves but in order to safeguard the independent exercise of their functions in connexion with Western European Union. Consequently, a Member State not only has the right, but is under a duty to waive the immunity of its representatives and members of their staffs in any case where, in its opinion, the immunity would impede the course of justice and can be waived without prejudice to the purposes for which the immunity is accorded.

Article 15

The provisions of Articles 11 to 13 above shall not require any Member State to grant any of the privileges or immunities referred to therein to any person who is its national or to any person as its representative or as a member of the staff of such representative.

PART V — REPRESENTATIVES TO THE ASSEMBLY

Article 16

No administrative or other restriction shall be imposed on the free movement to and from the place of meeting of representatives to the Assembly and their substitutes.

Representatives and their substitutes shall, in the matter of customs and exchange control, be accorded:

- (a) par leur propre Gouvernement, les mêmes facilités que celles qui sont reconnues aux hauts fonctionnaires se rendant à l'étranger en mission officielle temporaire;
- (b) par les Gouvernements des autres membres, les mêmes facilités que celles qui sont reconnues aux représentants de Gouvernements étrangers en mission officielle temporaire.

Article 17

Les représentants à l'Assemblée et leurs suppléants ne peuvent être recherchés, détenus ou poursuivis en raison des opinions ou votes émis par eux dans l'exercice de leurs fonctions.

Article 18

Pendant la durée des sessions de l'Assemblée, et dès lors qu'ils participent à une réunion de commission ou de sous-commission de l'Assemblée, que l'Assemblée soit en session ou non, les représentants à l'Assemblée et leurs suppléants, qu'ils soient parlementaires ou non, bénéficient:

- (a) sur leur territoire national, des immunités reconnues aux membres du Parlement de leurs pays;
- (b) sur le territoire de tout autre Etat membre, de l'exemption de toutes mesures de détention et de toute poursuite judiciaire.

L'immunité les couvre également lorsqu'ils se rendent au lieu de réunion de l'Assemblée ou de ses commissions ou sous-commissions, ou en reviennent. Elle ne peut être invoquée dans le cas de flagrant délit et ne peut non plus mettre obstacle au droit de l'Assemblée de lever l'immunité d'un représentant ou d'un suppléant.

TITRE VI — PERSONNEL INTERNATIONAL ET EXPERTS EN MISSION POUR LE COMPTE DE L'ORGANISATION

Article 19

Le Conseil déterminera les catégories de fonctionnaires auxquelles s'appliquent les dispositions des articles 20 et 21. Le Secrétaire général communiquera aux Membres du Conseil les noms des fonctionnaires compris dans ces catégories.

Article 20

Les fonctionnaires de l'Organisation visés à l'article 19:

- (a) jouiront de l'immunité de juridiction pour les actes accomplis par eux en leur qualité officielle et dans les limites de leur autorité y compris leurs paroles et leurs écrits;

- (a) by their own Government, the same facilities as those accorded to senior officials travelling abroad on temporary official duty;
- (b) by the Governments of other Members, the same facilities as those accorded to representatives of foreign Governments on temporary official duty.

Article 17

Representatives to the Assembly and their substitutes shall be immune from all official interrogation and from arrest and all legal proceedings in respect of words spoken or votes cast by them in the exercise of their functions.

Article 18

During the sessions of the Assembly, and while attending meetings of Committees and Sub-Committees of the Assembly, whether or not the Assembly itself is in session, the representatives to the Assembly and their substitutes, whether they be Members of Parliament or not, shall enjoy:

- (a) on their national territory, the immunities accorded in those countries to Members of Parliament;
- (b) on the territory of all other Member States, exemption from arrest and prosecution.

This immunity also applies when they are travelling to and from the place of meeting of the Assembly or its Committees or Sub-Committees. It does not, however, apply when representatives and their substitutes are found committing, attempting to commit, or just having committed an offence, nor in cases where the Assembly has waived the immunity.

PART VI — INTERNATIONAL STAFF AND EXPERTS ON MISSIONS FOR THE ORGANISATION

Article 19

The Council shall specify the categories of officials to which Articles 20 and 21 shall apply. The Secretary-General shall communicate to the Members of the Council the names of the officials included in these categories.

Article 20

Officials of the Organisation specified under Article 19 shall:

- (a) be immune from legal process in respect of words spoken or written and of acts done by them in their official capacity and within the limits of their authority;

- (b) jouiront ainsi que leurs conjoints et les membres de leur proche famille résidant avec eux et à leur charge, quant aux dispositions limitant l'immigration et aux formalités d'enregistrement des étrangers, des mêmes privilèges que les agents diplomatiques de rang comparable;
- (c) jouiront, en ce qui concerne les réglementations monétaires ou de change, des mêmes privilèges que les agents diplomatiques de rang comparable;
- (d) jouiront en période de crise internationale, ainsi que leurs conjoints et les membres de leur proche famille résidant avec eux et à leur charge, des mêmes facilités de rapatriement que les agents diplomatiques de rang comparable;
- (e) jouiront du droit d'importer en franchise leur mobilier et leurs effets à l'occasion de leur première prise de fonctions dans le pays intéressé et du droit, à la cessation de leurs fonctions, dans ledit pays, de réexporter en franchise ce mobilier et ces effets, sous réserve, dans l'un et l'autre cas, des conditions jugées nécessaires par le Gouvernement du pays où le droit est exercé;
- (f) jouiront du droit d'importer temporairement en franchise leurs automobiles privées, affectées à leur usage personnel et ensuite de réexporter ces automobiles en franchise, sous réserve, dans l'un et l'autre cas, des conditions jugées nécessaires par le Gouvernement du pays intéressé.

Article 21

Les fonctionnaires de l'Organisation visés à l'article 19 seront soumis au profit de celle-ci à un impôt sur les émoluments versés par elle dans les limites et suivant la procédure fixées par le Conseil.

Ils seront exempts d'impôts nationaux sur lesdits émoluments.

Article 22

Outre les privilèges et immunités spécifiés aux articles 20 et 21, le Secrétaire général, les Secrétaires généraux-adjoints, le Directeur de l'Agence de Contrôle des Armements, et tout autre fonctionnaire permanent de rang similaire, désignés par le Conseil, bénéficient des privilèges et immunités normalement accordés aux agents diplomatiques de rang comparable, y compris la même exemption ou exonération d'impôts, autres que les impôts sur le revenu.

Article 23

1. Les experts (autres que les fonctionnaires visés aux articles 20 et 22), lorsqu'ils accomplissent des missions pour l'Organisation, jouissent, sur le territoire d'un Etat membre, pour autant que cela est

- (b) be granted, together with their spouses and members of their immediate families residing with and dependent on them, the same immunities from immigration restrictions and aliens' registration as is accorded to diplomatic personnel of comparable rank;
- (c) be accorded the same facilities in respect of currency or exchange restrictions as are accorded to diplomatic personnel of comparable rank;
- (d) be given, together with their spouses and members of their immediate families residing with and dependent on them, the same repatriation facilities in time of international crisis as are accorded to diplomatic personnel of comparable rank;
- (e) have the right to import free of duty their furniture and effects at the time of first arrival to take up their post in the country in question, and, on the termination of their functions in that country, to re-export such furniture and effects free of duty, subject in either case to such conditions as the Government of the country in which the right is being exercised may deem necessary;
- (f) have the right to import temporarily free of duty their private motor vehicles for their own personal use and subsequently to re-export such vehicles free of duty subject in either case to such conditions as the Government of the country concerned may deem necessary.

Article 21

Officials of the Organisation specified under Article 19 shall be subject to taxation by the Organisation, for its own benefit, on the emoluments paid to them in their capacity as such officials, to such extent and in accordance with such procedure as the Council may decide. They shall be exempt from national taxation on the said emoluments.

Article 22

In addition to the immunities and privileges specified in Articles 20 and 21, the Secretary-General, the Deputy Secretaries-General, the Director of the Armaments Control Agency and such other permanent officials of similar rank as may be specified by the Council shall be accorded the privileges and immunities normally accorded to diplomatic personnel of comparable rank, including the same exemption or relief from taxes other than income tax.

Article 23

1. Experts (other than officials coming within the scope of Articles 20 to 22) employed on missions on behalf of the Organisation shall be accorded the following privileges and immunities so far

nécessaire pour l'exercice efficace de leurs fonctions, des privilèges et immunités suivants:

- (a) l'immunité d'arrestation personnelle ou de détention et de saisie de leurs bagages personnels;
 - (b) l'immunité de juridiction en ce qui concerne les actes accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions officielles pour l'Organisation (y compris leurs paroles et écrits);
 - (c) les mêmes facilités en ce qui concerne les réglementations monétaires et de change et leurs bagages personnels que celles qui sont accordées aux fonctionnaires des Gouvernements étrangers en missions officielles temporaires;
 - (d) l'inviolabilité de tous papiers et documents se rapportant au travail dont ils ont été chargés par l'Organisation.
2. Le Secrétaire général communiquera aux Etats membres intéressés le nom de tous experts à qui s'appliquera le présent article.

Article 24

Ces privilèges et immunités sont accordés aux fonctionnaires et experts dans l'intérêt de l'Organisation et non à leur avantage personnel. Le Secrétaire général, agissant au nom de l'Organisation, aura non seulement le droit mais le devoir de lever l'immunité accordée à ces fonctionnaires ou experts, autres que ceux visés par l'article 22, dans tous les cas où, à son avis, cette immunité empêcherait que justice soit faite et où elle pourrait être levée sans porter préjudice aux intérêts de l'Organisation. En ce qui concerne les fonctionnaires visés à l'article 22, la décision de levée d'immunité appartiendra au Conseil.

Article 25

Les dispositions des articles 20, 22 et 23 ne font pas obligation à un Etat membre d'accorder à un de ses ressortissants l'un quelconque des privilèges et immunités prévus par ces articles, à l'exception:

- (a) de l'immunité de juridiction en ce qui concerne les actes accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions officielles pour l'Organisation (y compris leurs paroles et écrits);
- (b) de l'inviolabilité de tous papiers et documents se rapportant au travail dont ils ont été chargés pour l'Organisation;
- (c) des facilités en ce qui concerne les règlements applicables en matière de contrôle des changes dans toute la mesure nécessaire pour l'exercice efficace de leurs fonctions.

as is necessary for the effective exercise of their functions while present in the territory of a Member State for the discharge of their duties:

- (a) immunity from personal arrest or detention and from seizure of their personal baggage;
- (b) in respect of words spoken or written or acts done by them in the performance of their official functions for the Organisation, immunity from legal process;
- (c) the same facilities in respect of currency or exchange restrictions and in respect of their personal baggage as are accorded to officials of foreign Governments on temporary official missions;
- (d) inviolability for all papers and documents relating to the work on which they are engaged for the Organisation.

2. The Secretary-General shall communicate to the Member States concerned the names of any experts to whom this Article applies.

Article 24

Privileges and immunities are granted to officials and experts in the interests of the Organisation and not for the personal benefit of the individuals themselves. The Secretary-General acting on behalf of the Organisation shall have the right and the duty to waive the immunity of any official or expert, other than officials coming within the scope of Article 22, in any case where, in his opinion, the immunity would impede the course of justice and can be waived without prejudice to the interests of the Organisation. In the case of officials coming within the scope of Article 22, the decision to waive immunity shall rest within the Council.

Article 25

The provisions of Articles 20, 22 and 23 above shall not require any Member State to grant any of the privileges or immunities referred to therein to any person who is its national, except:

- (a) immunity from legal process in respect of words spoken or written or acts done by him in the performance of his official functions for the Organisation;
- (b) inviolability for all papers and documents relating to the work on which he is engaged for the Organisation;
- (c) facilities in respect of currency or exchange restrictions so far as is necessary for the effective exercise of his functions.

TITRE VII — REGLEMENT DES LITIGES

Article 26

Le Conseil prendra toutes mesures utiles pour procéder au règlement:

- (a) des litiges découlant de contrats ou de tous autres litiges de caractère privé auxquels l'Organisation est partie;
- (b) des litiges dans lesquels est impliqué l'un des fonctionnaires ou experts de l'Organisation visés au Titre VI de la présente convention, qui bénéficient d'une immunité en raison de leurs fonctions officielles, pour autant que cette immunité n'ait pas été levée par application de l'article 24.

TITRE VIII — ACCORDS COMPLEMENTAIRES

Article 27

Le Conseil, agissant au nom de l'Organisation, peut conclure avec un ou plusieurs Etats membres de l'Organisation des accords complémentaires, en vue de l'exécution des dispositions de la présente Convention en ce qui concerne cet Etat ou ces Etats.

TITRE IX — DISPOSITIONS FINALES

Article 28

1. La présente Convention sera sujette à ratification. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement belge qui en informera tous les Etats signataires.

2. Dès que trois Etats signataires auront déposé leurs instruments de ratification, la présente Convention entrera en vigueur eu égard à ces Etats à la date d'entrée en vigueur des Protocoles au Traité de Bruxelles signés à Paris le 23 octobre 1954. Pour chacun des autres Etats signataires, elle entrera en vigueur avec effet de la même date dès le dépôt de son instrument de ratification.

Article 29

La présente Convention pourra être dénoncée par toute Partie contractante au moyen d'une notification écrite de dénonciation adressée au Gouvernement belge qui informera tous les Etats signataires de cette notification. La dénonciation prendra effet un an après réception de la notification par le Gouvernement belge.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord.

PART VII — SETTLEMENT OF DISPUTES

Article 26

The Council shall make provision for appropriate modes of settlement of:

- (a) disputes arising out of contracts or other disputes of a private character to which the Organisation is a party;
- (b) disputes involving any official or expert of the Organisation to whom Part VI of this Agreement applies, who by reason of his official position enjoys immunity, if immunity has not been waived in accordance with the provisions of Article 24.

PART VIII — SUPPLEMENTARY AGREEMENTS

Article 27

The Council acting on behalf of the Organisation may conclude with any Member State or States supplementary agreements adjusting the provisions of the present Agreement, so far as that State or those States are concerned.

PART IX — FINAL PROVISIONS

Article 28

1. The present Agreement shall be subject to ratification. Instruments of ratification shall be deposited with the Government of Belgium, which will notify all signatory States of each such deposit.

2. As soon as three signatory States have deposited their instruments of ratification, the present Agreement shall come into force in respect of those States, with effect from the date of entry into force of the Protocols to the Brussels Treaty signed in Paris on 23rd October 1954. It shall come into force in respect of each other signatory State, with effect from the same date, on the deposit of its instrument of ratification.

Article 29

The present Agreement may be denounced by any Contracting State by giving written notification of denunciation to the Government of Belgium, which will notify all signatory States of each such notification. The denunciation shall take effect one year after the receipt of the notification by the Government of Belgium.

In witness whereof the undersigned plenipotentiaries have signed the present Agreement.

Fait à Paris, le 11 mai 1955 en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé aux archives du Gouvernement belge qui en communiquera une copie certifiée conforme à tous les signataires.

Pour la République fédérale d'Allemagne:

(s.) ADENAUER

Pour la Belgique:

(s.) P. H. SPAAK

Pour la France:

(s.) ANT. PINAY

Pour l'Italie:

(s.) GAETANO MARTINO

Pour le Luxembourg:

(s.) JOS. BECH

Pour les Pays-Bas:

(s.) J. W. BEYEN

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

(s.) HAROLD MACMILLAN

Done in Paris this 11th day of May, 1955, in French and in English, both texts being equally authoritative, in a single copy which shall be deposited in the Archives of the Government of Belgium which will transmit a certified copy to each of the signatory States.

For the Federal Republic of Germany:

(sd.) ADENAUER

For Belgium:

(sd.) P. H. SPAAK

For France:

(sd.) ANT. PINAY

For Italy:

(sd.) GAETANO MARTINO

For Luxemburg:

(sd.) JOS. BECH

For Netherland: ¹⁾

(sd.) J. W. BEYEN

For the United Kingdom of Great-Britain and Northern-Ireland:

(sd.) HAROLD MACMILLAN

¹⁾ Lees: „For the Netherlands”.

C. VERTALING

**Verdrag nopens de rechtspositie van de Westeuropese Unie,
van de nationale vertegenwoordigers bij haar organen
en van haar internationale staf**

De Staten die dit Verdrag ondertekenen,

Overwegende dat het voor de Westeuropese Unie, haar internationale staf en de vertegenwoordigers van Staten-Leden, die vergaderingen bijwonen van de Westeuropese Unie, noodzakelijk is een status te hebben welke de uitoefening van hun functies en de vervulling van hun zending vergemakkelijkt,

Zijn overeengekomen als volgt:

TITEL I — ALGEMEEN

Artikel 1

In dit Verdrag,

- (a) betekent „de Organisatie”, de Westeuropese Unie, bestaande uit de Raad, zijn hulporganen en de Vergadering;
- (b) betekent „de Raad”, de Raad ingesteld krachtens artikel 8 (vroeger artikel 7) van het Verdrag van Brussel, gewijzigd en aangevuld door de op 23 October 1954 te Parijs ondertekende Protocollen;
- (c) betekent „hulporganen”, ieder orgaan, comité of dienst door de Raad ingesteld of onder zijn gezag geplaatst;
- (d) betekent „De Vergadering”, de vergadering bedoeld in artikel IX van het Verdrag van Brussel, gewijzigd en aangevuld door de te Parijs op 23 October 1954 ondertekende Protocollen.

Artikel 2

De Organisatie en de Staten-Leden zullen te allen tijde samenwerken teneinde de juiste rechtsbedeling te vergemakkelijken, de inachtneming van politiemaatregelen te verzekeren en elk misbruik in verband met de immuniteiten en voorrechten, vermeld in dit Verdrag te voorkomen. Indien een Staat, welke lid is van de Organisatie, van mening is dat er misbruik is gemaakt van enige immuniteit of enig voorrecht verleend door dit Verdrag, zal er tussen die Staat en de Organisatie, of tussen de betreffende Staten, overleg worden gepleegd, teneinde te beslissen of zodanig misbruik heeft plaatsgevonden en in het bevestigende geval, te trachten te verzekeren dat geen herhaling zal plaatsvinden. Niettegenstaande het voorgaande of enige andere bepaling van dit Verdrag kan een Staat, lid van de Organisatie, welke van mening is dat een persoon zijn

voorrecht van woonplaats of een ander voorrecht of andere immunitet, hem krachtens dit Verdrag verleend, misbruikt heeft, eisen dat deze persoon zijn grondgebied verlaat.

TITEL II — DE ORGANISATIE

Artikel 3

De Organisatie bezit rechtspersoonlijkheid; zij heeft de bevoegdheid overeenkomsten aan te gaan, roerende en onroerende goederen te verwerven en te vervreemden, en in rechte te verschijnen.

Artikel 4

De Organisatie, haar eigendommen en bezittingen, waar deze ook gelegen zijn en wie deze ook onder zich heeft, zijn vrijgesteld van rechtsvervolging, behoudens voor zover de Secretaris-Generaal optredende namens de Organisatie uitdrukkelijk kan machtigen tot het afstand doen van deze immunitet. Er wordt echter overeengekomen, dat afstand van immunitet zich niet uitstrekt tot maatregelen van tenuitvoerlegging of detentie.

Artikel 5

De gebouwen van de Organisatie zijn onschendbaar. Haar eigendommen en bezittingen, waar deze ook gelegen zijn en wie deze ook onder zich heeft, zijn vrijgesteld van onderzoek, vordering, confiscatie, onteigening of van iedere andere vorm van ingrijpen.

Artikel 6

Het archief van de Organisatie en in het algemeen alle documenten, welke de Organisatie toebehoren of die zij onder zich heeft, zijn onschendbaar, waar deze zich ook bevinden.

Artikel 7

1. Zonder beperkt te worden door financiële voorschriften, regelingen of moratoria van enigerlei aard:

- (a) mag de Organisatie valuta van enigerlei aard bezitten en in iedere geldsoort rekeningen hebben;
- (b) mag de Organisatie haar fondsen vrij van het ene land naar het andere of binnen een bepaald land overmaken en elke soort valuta, die zij bezit, omzetten in enige andere valuta tegen de gunstigste officiële wisselkoers voor een verkoop of koop al naar het geval zich voordoet.

2. Bij de uitoefening van de rechten krachtens bovenstaand lid 1, zal de Organisatie de nodige aandacht schenken aan vertogen van enige Staat, lid van de Organisatie en zal vrij aan zodanige vertogen gevolg geven voor zover zulks uitvoerbaar is.

Artikel 8

De Organisatie, haar bezittingen, inkomsten en andere eigendommen zullen zijn vrijgesteld:

- (a) van alle directe belastingen; de Organisatie zal echter geen vrijstelling eisen van die belastingen, heffingen of rechten, welke niet anders zijn dan retributies voor algemene overheidsdiensten;
- (b) van alle douanerechten en kwantitatieve beperkingen van in- en uitvoer met betrekking tot artikelen, welke de Organisatie in- of uitvoert voor officieel gebruik; goederen welke met een dergelijke vrijstelling zijn ingevoerd, zullen niet van de hand worden gedaan, noch door middel van een verkoop noch door middel van schenking, in het land waarin zij zijn ingevoerd, anders dan op voorwaarden waaraan de Regering van dat land haar goedkeuring heeft gehecht;
- (c) van alle douanerechten en kwantitatieve beperkingen van in- en uitvoer met betrekking tot haar publicaties.

Artikel 9

Terwijl de Organisatie in de regel geen vrijstelling zal eisen van accijnzen en van belastingen op de verkoop van roerende en onroerende goederen, welke deel uitmaken van de te betalen prijs, zullen niettemin de Staten-Leden wanneer de Organisatie voor officieel gebruik belangrijke aankopen verricht van goederen, waarop zulke accijnzen en belastingen geheven zijn of worden, indien mogelijk, passende administratieve maatregelen treffen voor de kwijtschelding of teruggave van het bedrag van de accijns of belasting.

Artikel 10

1. Geen censuur zal worden toegepast op de officiële correspondentie en andere officiële communicatiemiddelen van de Organisatie.

2. De Organisatie zal het recht hebben codes te gebruiken en correspondentie te verzenden en te ontvangen per koerier of in verzegelde valiezen, welke dezelfde immuniteiten en voorrechten zullen genieten als diplomatieke koeriers en valiezen.

3. Niets in dit artikel zal zo worden uitgelegd, dat het een belemmering vormt voor het nemen van gepaste veiligheidsmaatregelen, vast te stellen in overleg tussen een Staat, die lid is van de Organisatie, en de Raad optredend in naam van de Organisatie.

**TITEL III — PERMANENTE VERTEGENWOORDIGERS
BIJ DE ORGANISATIE**

Artikel 11

Ieder persoon, door een Staat, welke lid is van de Organisatie, aangewezen als zijn voornaamste vertegenwoordiger in de Organi-

satie op het grondgebied van een andere Staat, welke lid is van de Organisatie, en die leden van haar officiële staf, welke in dat gebied zullen verblijven, als overeengekomen tussen de Staat, welke hem heeft aangewezen en de Secretaris-Generaal van de Organisatie, en tussen de Secretaris-Generaal en de Staat in welke zij zullen wonen, zullen de voorrechten en immuniteiten genieten als worden verleend aan diplomatieke vertegenwoordigers en hun officiële staf van overeenkomstige rang.

TITEL IV — VERTEGENWOORDIGERS BIJ DE RAAD EN BIJ ZIJN HULPORGANEN

Artikel 12

1. Iedere vertegenwoordiger van een Staat, welke lid is van de Organisatie, bij de Raad of een van zijn hulporganen, die niet valt onder artikel 11, zal, zolang hij voor de uitoefening van zijn functie verblijft in het gebied van een andere Staat, welke lid is van de Organisatie, de volgende voorrechten en immuniteiten genieten:

- (a) dezelfde immuniteit van persoonlijke arrestatie of gevangenhouding als die welke wordt verleend aan diplomatiek personeel van overeenkomstige rang;
- (b) met betrekking tot door hem in zijn officiële hoedanigheid gesproken of geschreven woorden en door hem verrichte handelingen, vrijstelling van gerechtelijke vervolging;
- (c) onschendbaarheid voor alle papieren en stukken;
- (d) het recht codes te gebruiken en papieren of correspondentie te ontvangen per koerier of in verzegelde valiezen;
- (e) dezelfde vrijstelling met betrekking tot hemzelf en zijn echtgenote van immigratie-beperkingen, vreemdelingenregistratie of nationale dienstplicht als welke wordt verleend aan diplomatiek personeel van overeenkomstige rang;
- (f) dezelfde faciliteiten met betrekking tot valuta en deviezen-restricties als worden toegekend aan diplomatiek personeel van overeenkomstige rang;
- (g) dezelfde faciliteiten en immuniteiten met betrekking tot zijn persoonlijke bagage als die welke worden verleend aan diplomatiek personeel van overeenkomstige rang;
- (h) het recht zijn meubilair en eigendommen ten tijde van zijn eerste aankomst om zijn functie te aanvaarden in het betreffende land, vrij van invoerrechten in te voeren, en, bij de beëindiging van zijn werkzaamheden in dat land, dergelijk meubilair en dergelijke bezittingen vrij van rechten weder uit te voeren, met in beide gevallen inachtneming van die voorwaarden welke de Regering van het land, waarin het recht wordt uitgeoefend, noodzakelijk zal oordelen;

- (i) het recht zijn eigen auto voor persoonlijk gebruik tijdelijk vrij van invoerrechten in te voeren, en daarna een dergelijk voertuig vrij van rechten weder uit te voeren, met in beide gevallen inachtneming van de voorwaarden, welke de Regering van het betreffende land noodzakelijk zal oordelen.

2. In die gevallen, waarin de wettige verschuldigdheid tot enige vorm van belasting afhangt van verblijf, wordt een periode, gedurende welke een vertegenwoordiger op wie dit artikel van toepassing is, aanwezig is op het grondgebied van een andere Staat, welke lid is van de Organisatie, voor de uitoefening van zijn functie, niet geacht een periode van verblijf te zijn. Hij is door de Regering van het land van verblijf en gedurende zulke perioden in het bijzonder vrijgesteld van belasting op zijn officiële salaris en zijn emolumenten.

3. In dit artikel zal „vertegenwoordiger” geacht worden te omvatten alle vertegenwoordigers, adviseurs en technische deskundigen van delegaties. Elke Staat, lid van de Organisatie, deelt desgewenst aan de andere desbetreffende Staten-Leden de namen mede van zijn vertegenwoordigers op wie dit artikel van toepassing is en de waarschijnlijke duur van hun verblijf op het grondgebied van zodanige andere Staten-Leden.

Artikel 13

Aan officieel administratief personeel dat een vertegenwoordiger van een Staat, lid van de Organisatie, vergezelt en dat niet valt onder artikel 11 of 12 zullen gedurende zijn verblijf op het grondgebied van een andere Staat, lid van de Organisatie, voor de uitoefening van zijn functie, de voorrechten en immuniteiten worden toegekend als genoemd in lid 1 (b), (c), (e), (f), (h) en (i) en in lid 2 van artikel 12.

Artikel 14

Voorrechten en immuniteiten worden aan de vertegenwoordigers van Staten-Leden en hun staf niet toegekend voor het persoonlijk voordeel van de individuele vertegenwoordigers of Leden van de staf, doch teneinde de onafhankelijke uitoefening van hun functies in verband met de West-Europese Unie te verzekeren. Derhalve heeft een Staat, welke lid is van de Organisatie, niet alleen het recht maar tevens de plicht de immuniteit van zijn vertegenwoordigers en de leden van hun staf op te heffen, telkens wanneer, naar zijn oordeel, de immuniteit aan de loop van de gerechtigheid in de weg zou staan en van de immuniteit afstand kan worden gedaan, zonder dat inbreuk wordt gemaakt op het doel, waarvoor de immuniteit wordt verleend.

Artikel 15

De bepalingen van de bovenstaande artikelen 11 tot 13 zullen geen Staat verplichten enige van de voorrechten en immuniteiten als daarin bedoeld te verlenen aan enig persoon die een onderdaan is

van die Staat, of vertegenwoordiger van die Staat, of lid van de staf van een dergelijk vertegenwoordiger.

TITEL V — VERTEGENWOORDIGERS BIJ DE VERGADERING

Artikel 16

Geen administratieve of andere beperkingen ten aanzien van bewegingsvrijheid worden opgelegd aan vertegenwoordigers en hun plaatsvervangers bij de Vergadering gedurende de reis naar en van de plaats waar de Vergadering gehouden wordt.

De Vertegenwoordigers en hun plaatsvervangers genieten ten aanzien van douanerechten en deviezenbepalingen:

- (a) van hun eigen Regering dezelfde faciliteiten als die welke worden verleend aan hoge functionarissen, die, belast met een tijdelijke officiële zending, naar het buitenland gaan;
- (b) van de Regeringen der andere Leden, dezelfde faciliteiten als die welke worden verleend aan vertegenwoordigers van Regeringen van vreemde Mogendheden, die met een tijdelijke officiële zending zijn belast.

Artikel 17

De Vertegenwoordigers en hun plaatsvervangers bij de Vergadering genieten immuniteit van opsporing, arrestatie of rechtsvervolging met betrekking tot door hen geuite meningen of uitgebrachte stemmen in de uitoefening van hun functie.

Artikel 18

Tijdens de duur van de zittingen der Vergadering en wanneer de vertegenwoordigers en hun plaatsvervangers bij de Vergadering deelnemen aan een bijeenkomst van een der Commissies of Subcommissies van de Vergadering, hetzij de Vergadering al dan niet in zitting is, hetzij de vertegenwoordigers of hun plaatsvervangers al dan niet parlamentsleden zijn, genieten zij:

- (a) op hun eigen grondgebied de immuniteiten, welke zijn toegerekend aan de leden van het Parlement van hun land;
- (b) op het grondgebied van de andere Staten-Leden, vrijstelling van arrestatie of gerechtelijke vervolging.

Zij genieten eveneens immuniteit gedurende de reis naar en van de plaats van bijeenkomst van de Vergadering en van de Commissies of Subcommissies. Deze immuniteit is evenwel niet van toepassing wanneer de vertegenwoordigers of hun plaatsvervangers op heterdaad betrapt worden bij het plegen van een misdrijf of de poging daartoe dan wel wanneer het misdrijf gepleegd is, en evenmin in gevallen waar de Vergadering de immuniteit heeft opgeheven.

TITEL VI — INTERNATIONALE STAF EN DESKUNDIGEN UITGEZONDEN VOOR DE ORGANISATIE

Artikel 19

De Raad zal de categorieën functionarissen aanwijzen op wie de bepalingen van de artikelen 20 en 21 van toepassing zijn. De Secretaris-Generaal zal aan de Leden van de Raad mededeling doen van de namen van de functionarissen die onder deze categorieën begrepen zijn.

Artikel 20

De functionarissen van de Organisatie omtrent wie krachtens artikel 19 overeenstemming is bereikt, genieten:

- (a) immunitet van rechtsvervolging met betrekking tot woorden, door hen gesproken of geschreven, en alle handelingen, door hen verricht in hun officiële hoedanigheid en binnen de grenzen van hun bevoegdheid;
- (b) tezamen met hun echtgenoten en naaste familieleden die bij hen inwonen en van hen afhankelijk zijn, dezelfde immunitet ten aanzien van immigratiebeperkingen en vreemdelingenregistratie als wordt verleend aan diplomatiek personeel van overeenkomstige rang;
- (c) dezelfde faciliteiten met betrekking tot valuta of deviezenrestricties als worden verleend aan diplomatiek personeel van overeenkomstige rang;
- (d) tezamen met hun echtgenoten en naaste familieleden die bij hen inwonen en van hen afhankelijk zijn, dezelfde reparatiefaciliteiten, in tijden van internationale crisis, als worden verleend aan diplomatiek personeel van overeenkomstige rang;
- (e) het recht, hun meubilair en eigendommen ten tijde van hun eerste aankomst om hun functie te aanvaarden in het betreffende land, vrij van invoerrechten in te voeren, en, bij beëindiging van hun werkzaamheden in dat land, dergelijk meubilair en dergelijke bezittingen vrij van rechten weder uit te voeren, met in beide gevallen inachtneming van die voorwaarden, welke de Regering van het land waarin het recht wordt uitgeoefend, noodzakelijk zal oordelen;
- (f) het recht hun eigen auto's voor persoonlijk gebruik tijdelijk vrij van invoerrechten in te voeren en daarna dergelijke voertuigen vrij van rechten uit te voeren, met in beide gevallen inachtneming van de voorwaarden welke de Regering van het betreffende land noodzakelijk zal oordelen.

Artikel 21

De functionarissen van de Organisatie bedoeld in artikel 19, zijn, ten bate van de Organisatie, onderworpen aan een belasting op de emolumenten door de Organisatie uitbetaald, met inachtneming van de door de Raad vastgestelde normen en procedure.

Zij zijn vrijgesteld van nationale belasting op die emolumenten.

Artikel 22

Behalve de immuniteiten en voorrechten vermeld in de artikelen 20 en 21 genieten de Secretaris-Generaal, de Adjunct-Secretarissen-Generaal, de Directeur van het Agentschap van de West-Europese Unie voor het toezicht op de bewapening, en alle andere permanente functionarissen van overeenkomstige rang dezelfde voorrechten en immuniteiten als gewoonlijk worden verleend aan diplomatiek personeel van overeenkomstige rang, met inbegrip van vrijstelling of kwijtschelding van belastingen, behalve inkomstenbelasting.

Artikel 23

1. Aan deskundigen (behalve functionarissen die vallen onder de artikelen 20 en 22), belast met zendingen namens de Organisatie, zullen de volgende voorrechten en immuniteiten verleend worden, voor zover noodzakelijk voor de doeltreffende uitoefening van hun functies, zolang zij zich voor de vervulling van hun plichten op het grondgebied van een Staat, die lid is van de Organisatie, bevinden:

- (a) immuniteit van persoonlijke arrestatie of gevangenhouding en van inbeslagneming van hun persoonlijke bagage;
- (b) met betrekking tot in de uitoefening van hun officiële functies voor de Organisatie gesproken of geschreven woorden of door hen verrichte handelingen immuniteit van rechtsvervolging;
- (c) dezelfde faciliteiten met betrekking tot valuta en deviezen-restricties en met betrekking tot hun persoonlijke bagage, als die welke worden verleend aan functionarissen van Regeringen van vreemde Mogendheden belast met tijdelijke officiële zendingen;
- (d) onschendbaarheid voor alle papieren en stukken welke betrekking hebben op het werk waarmee zij door de Organisatie belast zijn.

2. De Secretaris-Generaal zal aan de betreffende Staten-Leden mededeling doen van de namen van alle deskundigen op wie dit artikel van toepassing is.

Artikel 24

Voorrechten en immuniteiten worden aan functionarissen en deskundigen verleend in het belang van de Organisatie en niet voor het persoonlijk voordeel van de individuele functionarissen en deskundigen. De Secretaris-Generaal, handelend namens de Organisatie,

zal niet slechts het recht doch ook de plicht hebben de immuniteit van een functionaris of deskundige, met uitzondering van die bedoeld in artikel 22, op te heffen, telkens wanneer naar zijn oordeel de immuniteit de loop van de gerechtigheid in de weg zou staan en de immuniteit opgeheven kan worden zonder dat schade wordt toegebracht aan de belangen van de Organisatie. Wat de in artikel 22 bedoelde functionarissen betreft berust de beslissing tot opheffing van de immuniteit bij de Raad.

Artikel 25

De bepalingen van de bovenstaande artikelen 20, 22 en 23 zullen geen Staat verplichten enige van de voorrechten of immuniteiten als daarin bedoeld, toe te kennen aan enig persoon die een onderdaan is van die Staat, met uitzondering van:

- (a) immuniteit van rechtsvervolging met betrekking tot door hem in de uitoefening van zijn officiële functies voor de Organisatie gesproken of geschreven woorden of door hem verrichte handelingen;
- (b) onschendbaarheid voor alle papieren en stukken welke betrekking hebben op het werk waarmede hij door de Organisatie belast is;
- (c) faciliteiten met betrekking tot valuta en deviezenrestricties voor zover noodzakelijk voor de doeltreffende uitoefening van zijn functies.

TITEL VII — BESLECHTING VAN GESCHILLEN

Artikel 26

De Raad zal regelingen treffen voor passende wijzen van beslechting van:

- (a) geschillen, die voortvloeien uit overeenkomsten of andere geschillen van particuliere aard, waarbij de Organisatie partij is;
- (b) geschillen, waarbij een functionaris of deskundige van de Organisatie betrokken is, op wie titel VI van dit Verdrag van toepassing is, en die krachtens zijn officiële positie immuniteit geniet, indien van de immuniteit geen afstand is gedaan overeenkomstig de bepalingen van artikel 24.

TITEL VIII — AANVULLENDE VERDRAGEN

Artikel 27

De Raad, handelend namens de Organisatie, kan met een of meer Staten-Leden aanvullende verdragen sluiten teneinde uitvoering te geven aan de bepalingen van dit Verdrag ten aanzien van die Staat of Staten.

TITEL IX — SLOTBEPALINGEN

Artikel 28

1. Dit Verdrag zal bekrachtigd worden. De akten van bekrachtiging zullen worden nedergelegd bij de Belgische Regering, die alle ondertekenende Staten van iedere zodanige nederlegging mededeling zal doen.

2. Zodra drie ondertekenende Staten hun akte van bekrachtiging hebben nedergelegd, treedt dit Verdrag ten aanzien van die Staten in werking op de datum van inwerkingtreding van de op 23 October 1954 te Parijs ondertekende Protocollen bij het Verdrag van Brussel. Ten aanzien van iedere andere ondertekenende Staat treedt dit Verdrag in werking met ingang van bovenbedoelde datum, bij nederlegging van de akte van bekrachtiging door die Staat.

Artikel 29

Dit Verdrag kan door iedere Verdragsluitende Partij worden opgezegd door een schriftelijke mededeling van opzegging gericht aan de Belgische Regering, die alle ondertekenende Staten van iedere zodanige opzegging mededeling zal doen. De opzegging zal van kracht worden een jaar na de ontvangst van de mededeling van opzegging door de Belgische Regering.

Ten blijk van de ondergetekende Gevolmachtigden dit Verdrag hebben ondertekend.

Gedaan te Parijs, de 11de Mei 1955, in de Franse en Engelse taal, zijnde beide teksten gelijkelijk authentiek, in een enkel exemplaar hetwelk nedergelegd zal worden in het archief van de Belgische Regering, die een gewaarmerkt afschrift er van zal doen toekomen aan alle ondertekenende Staten.

Voor de Bondsrepubliek Duitsland:

(w.g.) ADENAUER

Voor België:

(w.g.) P. H. SPAAK

Voor Frankrijk:

(w.g.) ANT. PINAY

Voor Italië:

(w.g.) GAETANO MARTINO

Voor Luxemburg:

(w.g.) JOS. BECH

Voor Nederland:

(w.g.) J. W. BEYEN

Voor het Verenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Noord-Ierland:

(w.g.) HAROLD MACMILLAN

D. GOEDKEURING

Op grond van artikel 3 van de Wet van 24 december 1947 (*Stb.* H 452), houdende goedkeuring van de toetreding tot het door de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties op 13 februari 1946 aangenomen Verdrag nopens de voorrechten en immuniteiten van de Verenigde Naties, wordt het Verdrag geacht geen goedkeuring der Staten-Generaal te behoeven, alvorens te kunnen worden bekrachtigd. Het artikel luidt: „Wij behouden Ons voor verdragen te bekrachtigen en andere maatregelen te nemen teneinde aan andere internationale organisaties overeenkomstige voorrechten en immuniteiten toe te kennen als in het in artikel 1 bedoelde Verdrag worden toegekend aan de Verenigde Naties.” De Wet is gecontrasigneerd door de Minister van Buitenlandse Zaken W. VAN BOETZELAER, de Minister van Justitie J. H. VAN MAARSEVEEN, de Minister van Financiën P. LIEFTINCK en de Minister van Overzeese Gebiedsdelen a.i. GÖTZEN. Zie voor de behandeling in de Staten-Generaal: *Bijl. Hand. II 1947/48* — 629; *Hand. II 1947/48*, blz. 636; *Bijl. Hand. I 1947/48* — 629; *Hand. I*, blz. 48.

E. BEKRACHTIGING

Bekrachtiging van het Verdrag is voorzien in artikel 28, eerste lid.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van het Verdrag zullen, ingevolge artikel 28, lid 2, in werking treden op de dag waarop drie akten van bekrachtiging zullen zijn nedergelegd, met terugwerkende kracht tot 6 mei 1955.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft zal het Verdrag slechts gelden voor Nederland.

J. GEGEVENS

Van het op 17 maart 1948 voor Nederland, België, Frankrijk, Luxemburg en het Verenigd Koninkrijk ondertekende Verdrag van Brussel, waarnaar in artikel 1 van het onderhavige Verdrag wordt

verwezen, zijn tekst en vertaling opgenomen in *Stb.* I 519; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1955, 108.

Van de op 23 oktober 1954 te Parijs voor Nederland, België, de Bondsrepubliek Duitsland, Frankrijk, Italië, Luxemburg en het Verenigd Koninkrijk ondertekende Protocollen bij het Verdrag van Brussel, waarnaar in de artikelen 1 en 28 van het onderhavige Verdrag wordt verwezen, zijn tekst en vertaling afgedrukt in *Trb.* 1954, 179; zie ook *Trb.* 1955, 109.

De Westeuropese Unie, waarover het onderhavige Verdrag handelt, is de voortzetting der Brusselse Verdragsorganisatie, welke haar huidige inrichting kreeg bij de hiervóór genoemde, op 23 oktober 1954 te Parijs ondertekende Protocollen.

Van het op 20 september 1951 te Ottawa ondertekende Verdrag nopens de rechtspositie van de Noordatlantische Verdragsorganisatie, van de nationale vertegenwoordigers bij haar organen en van haar internationale staf, waarmee het onderhavige Verdrag grotendeels overeenkomt, is de tekst geplaatst in *Trb.* 1951, 139 en de vertaling in *Trb.* 1953, 9; zie ook *Trb.* 1954, 82.

Uitgegeven de eerste november 1955.

De Minister van Buitenlandse Zaken a.i.,

J. LUNS.